

1995-1996

RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT

ᐱᐅᓃᓄᓇᐅᓄᓇᐅᓄᓇ ᐱᐅᓃᓄᓇᐅᓄᓇ



ᐱᐅᓃᓄᓇᐅᓄᓇᐅᓄᓇ ᐱᐅᓃᓄᓇᐅᓄᓇ

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Cree Hunters and Trappers Income Security Board



ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Cree Hunters and Trappers Income Security Board

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec QC

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel des activités de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crûs pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1996.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité

Louise Harel

**Madame Louise Harel
Ministre de l'Emploi
et de la Solidarité
Gouvernement du Québec
Québec QC**

**Mr. Matthew Coon-Come
Chairman/Grand Chief
Cree Regional Authority
Grand Council of the Crees (of Québec)
Nemaska QC**

Madame la Ministre,

Il me fait plaisir, au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, de vous présenter notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1996. Ce rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 1995-1996 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (1995-1996)
George Wapachee

Sir:

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 1996. This Report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 1995-1996, and includes the Financial Statements for that same period.

Yours very truly,

George Wapachee
Chairman (1995-1996)





Photo: Willie K. Gunter

TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

ᑕᓐ ᐱᓂ ᓂᓄᓂ ᓄᓐ

Le message des membres 3
Message from the members
 ᓄᓂᓄᓂᓂ ᓄᓐᐱᓂᓂᓄᓂᓂᓄᓂ

Le Programme de sécurité du revenu 5
 des chasseurs et piégeurs cris
Cree Hunters and Trappers Income Security Program
 ᓄᓂᓂᓂᓂ ᓄᓂᓂᓄᓂ ᓂᓄ ᓄᓂᓂᓂᓂᓂ ᓄᓂᓂᓄᓂᓂᓂ ᓄᓂᓂᓄᓂᓂᓂ

Les activités de l'année 1995-1996 13
Activities for the year 1995-1996
 ᑕᓐ ᓂ ᐱᓄᓂᓂᓂᓂᓂ ᓂ ᐱᓂ ᓄᓂᓂ 1995-1996

Tableaux 25
Tables
 ᐱᓂᓂᓂᓂ ᓂᓄᓂᓂᓂᓂ

Organigramme 34
Organization Chart
 ᐱᓄᓂᓂᓂᓂ ᐱᓂᓂᓂᓂᓂᓂ

États financiers 1995-1996 37
Financial Statements 1995-1996
 ᓄᓂᓂᓂ ᑕᓐ ᓂ ᓄᓂᓂᓂᓂ ᓄᓂᓂ 1995-1996



Photo : Willie K. Gunner



Photo : Daniel Guérin





Photo: Charles Fontaine, CCH, MEO

MESSAGE

MESSAGE

DES

FROM

MEMBRES

THE MEMBERS

L'exercice 1995-1996 représente une année importante pour l'Office puisqu'il marque le 20^e anniversaire du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. Le premier versement des prestations aux chasseurs a été fait en septembre 1976 mais avait un effet rétroactif au 11 novembre 1975, date de la signature de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

The year 1995-1996 was an important one for the Board since it marked the 20th anniversary of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. Benefit payments were first made to hunters in September 1976, but were retroactive to November 11, 1975, when the James Bay and Northern Québec Agreement was signed.

Le présent rapport présente d'abord un court historique du programme puis résume les faits saillants de l'année 1995-1996 au moyen d'un certain nombre de données qui illustrent, entre autres, la participation au programme. Les résultats financiers sont reproduits à la fin du rapport.

This report begins with a short history of the Program and then summarizes the highlights of 1995-1996 using data that, among other things, illustrate participation in the Program. The financial results are given at the end of the report.

Mis sur pied pour encourager et favoriser un mode de vie traditionnel en offrant un support économique aux familles de chasseurs et piégeurs cris, le programme fait partie intégrante de la vie socio-économique de la région en aidant près de 23 % de la population crie.

The program was set up to foster a traditional way of life by providing the families of Cree hunters and trappers with economic support, and is now an integral part of the region's socio-economic life, assisting almost 23% of the Cree population.

Le principal défi auquel doit faire face l'Office consiste à assurer non seulement une bonne administration du programme mais surtout à veiller à ce que le programme continue à rencontrer ses objectifs de base. Pour ce faire, il est essentiel que le programme soit adapté aux réalités actuelles des chasseurs et piégeurs cris et l'Office entend concentrer ses efforts en ce sens.

The Board's main challenge is not only to administer the Program efficiently, but especially to ensure that it continues to meet its basic objectives. To achieve this, it is essential that the Program be adapted to the contemporary realities of Cree hunters and trappers, and the Board will focus its efforts in this sense.

L'Office peut compter sur une équipe expérimentée et dynamique et nous profitons de l'occasion pour remercier tous ceux et celles qui assurent quotidiennement la qualité des services offerts. Les membres de l'Office tiennent également à souligner le travail accompli par M. Marcel Lesyk dont le mandat s'est terminé en juin 1996. Nous le remercions pour son dévouement et sa précieuse collaboration.

The Board is fortunate to have an experienced and dynamic team and we take this opportunity to thank all those who maintain the high quality of services day in and day out. The members of the Board also want to acknowledge the work of Mr. Marcel Lesyk whose term ended in June 1996. We thank him for his devotion and valuable contribution.

LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

L'Office

L'administration du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris relève de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, un organisme autonome composé de six membres dont trois sont nommés par le Gouvernement du Québec et trois par l'Administration régionale crie. La durée de leur mandat est laissée à la discrétion des autorités responsables de la nomination qui désignent, chaque année et alternativement, le président et le vice-président. En 1995-1996, la nomination du président a été faite par l'Administration régionale crie.

Les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office se trouvent à la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., c. S.3-2).

Dans le cadre de son mandat, l'Office voit à la révision du fonctionnement et des modalités du programme, l'évaluation des résultats, l'étude des plaintes et revendications, la prévision des coûts et l'établissement des budgets. Pour ce faire, il est investi de certains pouvoirs réglementaires tant au niveau de sa régie interne que de l'établissement des modalités administratives et critères nécessaires à l'application du programme. Parmi ses fonctions, l'Office a le pouvoir de recommander au Gouvernement et à l'Administration régionale crie le moment et la façon de réviser le programme. L'Office doit également leur faire rapport annuellement de ses activités. Au cours de l'année 1995-1996, les membres de l'Office ont tenu sept rencontres.

Pour remplir ce mandat, l'Office a dix-sept employés à son service, dont onze travaillent dans les différents villages cris et six au siège social à Sainte-Foy. L'Office fixe, par règlement approuvé par le gouvernement, les effectifs,



Photo: Claudette Fournier, CRI-MEQ

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY PROGRAM

The Board

The Board is an independent organization that administers the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The Government of Québec and the Cree Regional Authority are each responsible for appointing three of its six members. The length of the mandate is at the discretion of the authority responsible for the appointment. In addition, the chairmanship and vice-chairmanship alternate each year between the members appointed by the Government and those designated by the Cree Regional Authority. In 1995-1996, the Cree Regional Authority appointed the chairman.

Provisions respecting the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q., c. S.3-2).

As part of its mandate, the Board is responsible for reviewing Program operations, assessing results, examining complaints and claims, estimating costs and preparing budgets. To accomplish its tasks, it has certain regulatory powers for internal management as well as for establishing administrative procedures and criteria necessary for the application of the Program. The Board is also responsible for recommending to the Government and the Cree Regional Authority when and how the Program should be amended. The Board submits an annual report of its activities to both authorities concerned. Members of the Board held seven meetings during 1995-1996.

normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés. La liste des membres et des employés de l'Office de même que l'organigramme se trouvent en annexe au présent rapport.

Les sommes requises pour le paiement de prestations aux chasseurs et piégeurs cris et pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. L'année financière de l'Office débute le 1^{er} juillet et les états financiers vérifiés pour l'année 1995-1996 montrent que les dépenses totales, au 30 juin 1996, se sont élevées à 13 979 008 \$. De ce montant, près de 94 % représente les prestations versées aux bénéficiaires et la balance couvre les dépenses de fonctionnement du siège social et des neuf bureaux locaux.

Le Programme

L'origine du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975. Mis sur pied en 1976, il a comme objectif principal de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant, entre autres, une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris.

Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation de la faune comme mode de vie. Par activités d'exploitation, on entend la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires y compris la fabrication ou réparation de matériel; la préparation; l'aménagement du terrain; le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation; la fabrication domestique d'objets artisanaux; la gestion de la faune; les déplacements, etc.

La présente section contient un bref résumé des principales dispositions qui régissent l'admissibilité au programme et le calcul des prestations. Les conditions d'admissibilité permettent d'identifier les personnes pour qui la pratique du piégeage constitue l'activité principale, et les règles de calcul des prestations assurent une garantie de revenu basée avant tout sur le temps consacré à ces activités traditionnelles.

To fulfill its mandate, the Board has seventeen employees of whom eleven work in Cree communities and six at the head office in Sainte-Foy. The Board sets, by regulation approved by the Government, the staff level, salary scales and standards and other conditions of employment of its employees. A list of the members and employees of the Board as well as the organization chart are included in the schedule.

The funds required for the payment of benefits to Cree hunters and trappers and for the Board's operations are voted annually by the National Assembly. The Board's fiscal year begins on July 1 and the audited financial statements for 1995-1996 indicate that expenses totalled \$13,979,008 for the year, of which almost 94% represents benefits paid to beneficiaries and the remainder covers the operating expenses of head office and the nine local offices.

The Program

The James Bay and Northern Québec Agreement signed on November 11, 1975, gave rise to the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The Program was set up in 1976 with the primary objective of encouraging the continuation and survival of a traditional way of life by, among other things, providing Cree hunters and trappers with a guaranteed income.

It is intended for Crees residing in Québec who carry out wildlife harvesting activities as a way of life. Harvesting activities include hunting, fishing and trapping as well as other related activities such as the making or repair of materials; preparation; upkeep of traplines; treatment, transportation and selling of products of these activities; domestic production of handicrafts; wildlife management; travel, etc.

This section summarizes the main rules covering eligibility for the Program and calculation of benefits. The eligibility criteria were designed to identify persons whose main activity is hunting, fishing and trapping. The rules for the calculation of benefits ensure a guaranteed income based primarily on the amount of time spent in traditional activities.

Le programme prévoit un revenu familial annuel mais l'admissibilité de l'unité de bénéficiaires ou famille dépend essentiellement des activités de son chef, c'est-à-dire le bénéficiaire cri qui, compte tenu des coutumes autochtones, est considéré comme subvenant aux besoins de sa famille, ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus. Le calcul des prestations prend cependant en considération l'ensemble des activités des membres de l'unité de bénéficiaires.

Lorsqu'une communauté crie met sur pied un comité local de chasseurs et piégeurs, le nom du chef de l'unité de bénéficiaires doit apparaître sur la liste préparée par le comité. Cette liste identifie les "personnes qui selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie conformément aux traditions d'exploitation et aux règles de la communauté" (article 31.1 de la Loi). Pour 1995-1996 une liste a été préparée pour chacune des communautés sauf Chisasibi.

Les chefs de l'unité de bénéficiaires doivent également, pour être admissibles, consacrer plus de temps aux activités traditionnelles qu'à un emploi rémunéré et le programme exige un minimum de 120 jours. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui a pour effet d'instaurer une année de qualification durant laquelle aucune prestation n'est versée.

Les chefs de famille doivent, par la suite, rencontrer ces mêmes exigences chaque année pour conserver l'admissibilité de leur unité de bénéficiaires. Certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles.

La méthode de calcul de prestations est avant tout fonction des activités d'exploitation. En effet, la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés dans le bois par les adultes membres de l'unité et par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité, l'Office s'appuie sur les paramètres suivants: la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage; les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. En premier lieu, un montant est établi pour chaque journée passée dans le bois

The program stipulates an annual family income but the eligibility of the beneficiary unit or family depends essentially on the activities of its head, i.e., the Cree beneficiary who, in view of native customs, is considered to be the family provider, or who is an unattached individual 18 years of age or over. However, in calculating benefits, all the activities of the members of the beneficiary unit are taken into account.

When a Cree community sets up a local hunters and trappers committee, the name of the head of the beneficiary unit must appear on the list prepared by the committee. The list identifies "persons who, according to community custom, are practising harvesting activities as a way of life in accordance with the harvesting traditions and the rules of the community" (section 31.1 of the Act). For 1995-1996, such a list was prepared for each community except Chisasibi.

To be eligible, the heads of beneficiary units or families must spend more time working at traditional activities than in wage employment. The Program sets a minimum of 120 days. This requirement must be met during the year preceding the application, in effect requiring a qualifying year during which no benefits are paid.

Heads of families must meet the same requirements each year to maintain the eligibility of their beneficiary units. Certain exceptions are made for unusual circumstances.

Benefits are calculated primarily as a function of harvesting activities, since the greater portion of the payments reflects the number of days the adult members of the unit spend in the bush. Consequently, families of the same size can have different incomes.

The calculation of benefits takes the following factors into account: the amount of time spent hunting, fishing and trapping; the annual income of the unit and the size of the family. Benefits are calculated in two stages. First, an amount is paid for each day spent in the bush by the head of the unit and the consort for harvesting or related activities. The Act provides for a

par les chef et conjoint des unités dans l'exercice des activités d'exploitation et des activités accessoires. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte. En 1995-1996, l'allocation journalière était de 39,79 \$ pour un maximum possible de 9 550 \$ par adulte ou 19 100 \$ pour une unité comprenant deux adultes.

Un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations journalières. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6. Du montant de base sont déduits à 40 % les revenus nets de l'unité et à 100 % les prestations de la sécurité de la vieillesse. A moins d'être spécifiquement exclus par la loi ou les règlements, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations journalières versées en vertu du programme, sont considérés comme des revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie des bénéficiaires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière, ce qui leur permet d'ajouter à leur revenu. L'inverse n'est cependant pas autorisé, c'est-à-dire détenir un emploi régulier et recevoir en supplément des prestations du programme. De plus, le programme ne permet pas le cumul avec un autre programme fédéral ou provincial de sécurité du revenu.

Le programme s'adresse donc spécifiquement à des personnes qui poursuivent un mode de vie traditionnel, et tente d'assurer à la famille une garantie de revenu en fonction de ces activités.

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre paiements effectués vers les 1er septembre, 1er janvier, 1er avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs et les paiements sont donc effectués aux périodes où la majorité d'entre eux sont dans leur communauté respective.

maximum of 240 days payable per adult. In 1995-1996, the daily allowance was \$39.79 for a possible maximum of \$9,550 for each adult or \$19,100 for a unit of two adults.

Second, a supplementary amount, known as the guaranteed basic amount, based on the size and income of the unit can be added to the daily allowance. The rates used for this calculation are given in Table 6. The basic amount is reduced by 40% of the unit's net income and by 100% of old age security benefits. Unless specifically excluded by the Act or the regulations, all amounts received by members of the unit as earnings or wages, including daily allowances paid under the Program, are considered income.

Although the basic rule requires that harvesting activities constitute the way of life of beneficiaries, they can still take part in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis, which enables them to supplement their income. However, the beneficiary cannot do the reverse, i.e. hold a regular job and supplement his income with Program benefits. In addition, Program benefits cannot be received at the same time as benefits under another federal or provincial income security program.

Accordingly, the Program is designed specifically for persons who carry on a traditional way of life and tries to provide them with a guaranteed income on the basis of these activities.

Benefits are calculated on an annual basis and are paid to beneficiaries in four instalments on or about September 1, January 1, April 1 and June 30. This calendar corresponds, as much as possible, to that of hunters and trappers and the payments are therefore made when most of them are in their respective communities.

Δαγγωσ εζωδσ ρλ εζωδσ
εζωδωζε ε Δλλρδλ

εζωδωζε δρλσ

Δφρ εζωδωζε δρλσ δδδσ ε
Γλρδδσ λ λλζδλ εζωδωζε Δεζ
Δαδ εζωδωζε ρλ εζωδωζε, δζε
Πζζρλσ ρλ Δαδ Πζζρλσ
Γλρδδσ λλζε εζωδω ζ ρ δλδλ
Δεζ 6 λζ δρλσ δρλσ, Δαδ
Δεζδλζε Δφρ ε δλδλ λ λ Δεζ
ΔΠλλ Δεζ Δεζ ε δλδλ. ρλ
λ, λλδδδδλ Δε εεεε ρλ Δφ
Πλρρδζε Δρδ λ>ε εεεε Δφ
Δαδ Πζζρλσ Δφ δλδλ, Γλζ
ζε Δεζ δζε Πζζρλσ ε δλδλ
Πλρρδζε. Γε δΠ λ>σλ
λδδδλ, Δεζ ε δλδλ δζε
Πζζρλσ Γλζ εεεε, 1995-96
ε ΔΠλλ δρλσ Δ' Δαδ
Πζζρλσ ρ δλδλ Δεζ λ
σβεεεε.

Δεζ ΔαδδλΔε Δλλρδλ, ρλ λ
Δεζ δλδλδλΔε, ρλ Δεζ
ΡλρδλΔε Δρ Δεζ Δφρ δρλσ
Δδδ δλδλ Δεζ Δεζ δζε
Πζζρλσ ΔαδδλΔε Act
Respecting Income Security for Cree
Hunters and Trappers ε Δρδδλ ε
ΔαδδλΔε Δε εζωδωζε λ Δρ
λλλΔε Δφρ Δαδσ εζωδωζε ρλ
εζωδωζε ρλ Δλρδδλ Δε Δε ρΓ
λ σδδλΔε.

Δαδδλ λλ λδλδλΔε Δφρ
δρλσ λ ρλ Δεζ λ Δεζ ρλ λ
Δρ λλδδδλ λλδλ, ρλ λ
σζζρλδλ λλδλ λλδλ ρλ λ
Δεζ ελ λλδλ, ρλ δδδδδλ
Δεζ Δρ σδδλ Δφδρ ρλ λ Δ
Δεζ εδδδλδλ λλδλ, ρλ λ
σζζρλδλ Δεζ ρλ Δεζ λ
Δλδδλ, Δεζ λ δλδλ Δεζ ε
Γλρδδλ λ λζε, δδδλ Ρλρδλ
Δδδλ Δαδδλ λ ρλ Δεζ λ

Δεζ Δεζ λλδλ Δεζ Δεζ ρλ
λ Δεζ λλδλ Γεεεεε

λλδδδλ ρλ δδδλ λλδλ λ ρ
δλ Γεεεε ρλ Δαδδλ Γεεεε ε
Γλρδδλ λ ρλ Δλδλ δζε Πζζρλσ
ρλ Δαδ Πζζρλσ δλδλ
λ ρλ Δεζ λλδλ Δεζ Δεζ
εζωδωζε ρλ ζεζ λ ρ λΔδδλ
Δρδ λ>ε δδδλ Πζζρλσ Δεζ
Δδδδλ Δδδλ Δεζ Πζζρλσ
Δδδλ, σδδλ Πλλ ρ λζΔδ
εζωδωζε δρλσ 1995-1996 ε
ΔΠλλ δρλσ.

Δδ λζε λ Δεζ δλδλΔε
Δφρ εζωδωζε δρλσ, 17 ΔΠλλ
δλδλΔε, 11 Δλδδλ Δεζ
Δαδ Δδδλ, ρλ 6 Δεζ λλδλ
Γεεεεε δλδλ **Sainte-Foy** ε Πδδλ.
Δαδδλ Δεζδλ Δφρ δρλσ Πζ
εδδδδλ Δλδδλ, ρλ λ Δεζ
Πλδλδλ ρλ Δεζ δδδλ λλδλ λ
Δρ Γεεεε ρλ λ Δρδδδλ
δλδλΔε, Δδ Δεεε ε
Γεεεεε Γεεεε Δφρ δρλσ ρλ
Δφρ Δλδδλ.

Δεζ λ Δεζ εζωδωζε δλδλ
Δφρ Δαδσ Δλδδλ εζωδωζε ρλ
Δεζ δρλσ δλδλ Δεζ ε Δρ
Γλρδδλ Δεζ ε, Δ' δζε
Πζζρλσ Δεζδλ Δεζ
Δδδδλ Δλδδλ εζωδωζε δρλσ
εζωδωζε δλδλ, εζωδωζε
1995-1996 δρλσ \$13,979,008 λ ρ
Δεζ εζωδωζε, Δεζ λλδλ Δεζ
εζωδωζε, 94 εεε Δρδ 1.00 Δφρ
εζωδωζε Δλδδλ ρλ Πζζρλδλ,
ρλ Δεζ ε Δεζ δδδλ Δεζ ε Δρ
Δλδδλ Δεζδδλ Δε Δφρ
Γεεεεε Δεζ λλδλ ρλ Δεζ Δ
εζωδωζε Γεεεεε Δεζ Δαδ
Δδδλ.

εζωδωζε Δλδδδλ

Δεζ εζωδωζε λλΔε Δφρ Δαδσ
εζωδωζε ρλ εζωδωζε δδδλ
Δεζ Δε ρΓλ λλδλ Δε ε
Γεεεεεε Ρλρδλ λλδλ 11,
1975. 1976 ε ΔΠλλ δλδλ



Photo : Claudette Fontaine, Coll. MEQ



Photo : Claudette Fontaine, Coll. MEQ





LES ACTIVITÉS

ACTIVITIES

DE L'ANNÉE

IN

1995-1996

1995-1996

La participation au programme

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris s'adresse exclusivement aux Cris de la Baie James, bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, résidants au Québec et membres de l'une des neuf communautés cries, soit Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Némiscau et Oujé-Bougoumou.

En mai 1996, 12 198 personnes étaient inscrites comme membres de l'une de ces communautés et comme bénéficiant des avantages prévus à la Convention. De ce nombre, 11 590 étaient résidants du Territoire de la Baie James, c'est-à-dire la région couverte par la Convention ce qui comprend non seulement les villages cris mais également les villes comme Chibougamau, Chapais, Amos, Senneterre et Val d'Or. Un certain nombre de familles inscrites au programme, particulièrement dans le cas des membres de la communauté de Waswanipi, demeurent à l'extérieur des villages cris.

La population crie est relativement jeune puisque 45,3 % de la population résidente est âgée de moins de 20 ans.

Participation in the Program

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is aimed exclusively at James Bay Crees residing in Québec who are beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement and are members of one of the nine Cree communities of Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Nemaska and Ouje-Bougoumou.

In May 1996, 12,198 persons were enrolled as members of these communities and entitled to benefit from the Agreement. Of these, 11,590 were residents of the James Bay Territory, the region covered by the Agreement which includes not only the Cree villages but also towns such as Chibougamau, Chapais, Amos, Senneterre and Val d'Or. A number of families enrolled in the program, particularly in the case of members of the Waswanipi community, live outside the Cree villages.

The Cree population is relatively young, with 45.3% of the resident population under 20 years old.

	Hommes <i>Men</i>	Femmes <i>Women</i>	Total <i>Total</i>	% <i>%</i>
1 - 19	2 666	2 588	5 254	45,3
20 - 39	2 019	2 008	4 027	34,8
40 - 59	750	814	1 564	13,5
60 +	376	369	745	6,4
TOTAL	5 811	5 779	11 590	100

La population crie a presque doublé depuis 1976-1977 et cette croissance démographique a eu des répercussions majeures sur les communautés cries et a également influencé la pratique des activités d'exploitation de la faune.

Au cours de l'année 1995-1996, approximativement 23 % des résidants ont participé au programme. Le Tableau 1 répartit cette participation par communauté en indiquant également la proportion d'adultes et d'enfants qui composent les unités de bénéficiaires. La participation a diminué par rapport à l'année 1994-1995 puisque le nombre d'unités inscrites est passé de 1 193 unités à 1 178 en 1995-1996. Le Tableau 2 nous indique que les taux de participation varient d'une communauté à l'autre allant de 13,1 % à Eastmain pour atteindre 34,4 % à Oujé-Bougoumou. Les taux de participation de chacune des communautés sont cependant demeurés sensiblement les mêmes qu'en 1994-1995.

Le Tableau 3 précise certaines données portant sur la composition des unités de bénéficiaires. Par exemple, on constate qu'un peu plus de la moitié des unités de bénéficiaires ne compte qu'un adulte alors qu'en 1976-1977, 68 % des unités étaient composées de 2 adultes. Dans la majorité de cas soit 815 unités sur 1 178, il n'y a pas d'enfants inscrits comme dépendants.

The Cree population has almost doubled since 1976-1977 and this demographic growth has had a major impact on Cree communities and has influenced wildlife harvesting activities.

During 1995-1996, roughly 23% of residents participated in the Program. Table 1 breaks this participation down by community and shows the proportion of adults and children making up the beneficiary units. Participation declined compared to 1994-1995 with the number of enrolled units falling from 1,193 to 1,178 in 1995-1996. Table 2 shows that participation rates vary from community to community, ranging from 13.1% in Eastmain to 34.4% in Ouje-Bougoumou. However, there was little change in each community's participation rate compared to 1994-1995.

Table 3 provides data on the composition of beneficiary units. For instance, it shows that a little more than half the beneficiary units have only one adult, while in 1976-1977, 68% of units consisted of two adults. In most cases, i.e., 815 units out of 1,178, no children are enrolled as dependants.

	Nombres d'unités <i>Number of units</i>	Nombre d'adultes <i>Number of adults</i>	Nombre d'enfants <i>Number of children</i>	Total <i>Total</i>
1976-1977	979	1 646	2 400	4 046
1986-1987	1 180	1 839	1 635	3 474
1995-1996	1 178	1 730	897	2 627

En comparant ces différentes données, on constate que le profil des unités de bénéficiaires se modifie graduellement, et que de plus en plus de personnes seules s'inscrivent au programme, alors qu'il y a une diminution des familles. Les données du Tableau 3 sur l'âge des chefs de famille confirment cette tendance. Près de 30 % des chefs de famille sont âgés de moins de 28 ans mais la participation diminue entre 28 et 57 ans. Le deuxième groupe en importance est âgé de 68 ans et plus. Plusieurs facteurs semblent avoir influencé la participation au programme. Depuis l'implantation d'un réseau scolaire plus élaboré dans les villages cries, certaines familles ayant des enfants d'âge

A comparison of the data indicates a gradual shift in the composition of beneficiary units, with an increasing number of individuals and fewer families enrolling in the Program. The data in Table 3 on the age of heads of families confirm this trend. Almost 30% of heads of families are under 28 years of age, but participation drops between 28 and 57 years of age. The second largest group is the one over 68 years of age. Many factors appear to influence participation in the Program. With the arrival of a more extensive school system in the Cree villages, some families with

scolaire choisissent de réduire leurs activités traditionnelles pour demeurer dans les communautés. Il s'agit également du groupe qui est davantage susceptible d'entrer sur le marché du travail. Même si le programme continue d'attirer les jeunes au même rythme qu'auparavant, ceux-ci semblent se retirer après un certain nombre d'années.

Par contre, la proportion des chasseurs de plus de 60 ans est en croissance. Il s'agit surtout du groupe de chasseurs qui, étant déjà impliqués dans la pratique des activités traditionnelles au début du programme, ont choisi de poursuivre ce mode de vie.

Cette évolution a eu des répercussions sur la pratique des activités traditionnelles comme l'indiquent les données concernant les jours passés dans le bois.

Les jours-personnes

La majeure partie des revenus des unités de bénéficiaires est fonction du nombre de jours consacrés aux activités traditionnelles. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte et fixe une limite globale de 350 000 jours.

En 1995-1996, le programme a rémunéré 304 636 jours pour l'ensemble des unités inscrites. Le Tableau 4 indique la répartition des jours suivant certaines activités. Outre le nombre de jours passés dans le bois, sont inclus les congés de maternité et les jours de participation aux rencontres des comités locaux chargés d'établir la liste des chasseurs et piégeurs cric pour chaque communauté. Dans le premier cas, un maximum de 72 jours est prévu alors que 10 jours peuvent être réclamés dans le second cas.

La différence entre le nombre de jours passés dans le bois et celui des jours effectivement rémunérés s'explique, entre autres, par le fait que les jours consacrés aux activités d'exploitation en excédant du maximum de 240 jours par adulte ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations. De plus, la loi prévoit que, lorsqu'un chasseur reçoit un montant ou un salaire pour une journée (ex. CSST, Assurance-chômage, etc.), l'allocation journalière n'est pas versée. Dans le cas où ces montants sont versés au chef de l'unité de bénéficiaires, ceci a pour effet également de disqualifier le paiement des jours passés dans le bois par le conjoint.

school-age children have decided to reduce their traditional activities to remain in the communities. This is also the group most likely to enter the labour market. While the Program seems to continue to attract the same proportion of young people, their active participation in traditional activities only lasts for a certain number of years.

On the other hand, the proportion of hunters over 60 is rising. This is mainly the group of hunters who were already involved in traditional activities when the Program was introduced, and have decided to continue this way of life.

This trend has had an impact on participation in traditional activities, as shown by the data relating to days spent in the bush.

Person-days

Beneficiary units derive their income mainly from the number of days spent in traditional activities. The Act sets a maximum of 240 days payable per adult, as well as an overall limit of 350,000 days.

In 1995-1996, all units enrolled in the Program were paid for a total of 304,636 days. Table 4 shows the breakdown of days by type of activity. Apart from the number of days spent in the bush, days granted as maternity leave are included, as well as days spent participating in the activities of local committees responsible for drawing up the list of Cree hunters and trappers in each community. In the first case, a maximum of 72 days is allowed while up to 10 days can be claimed in the second.

The difference between the number of days spent in the bush and the number of days paid is partly due to the fact that the Program sets a maximum of 240 days payable per adult. Days in excess of 240 are not remunerated. In addition, the Act stipulates that when a beneficiary receives income or wages for a day (e.g. workers' compensation, unemployment insurance benefits, etc.), the daily allowance is not paid. When these amounts are paid to the head of the beneficiary unit, the result is that the consort is also disqualified from payment for days spent in the bush.

La diminution des jours rémunérés résulte directement de la baisse dans le nombre de familles inscrites. Par contre, la moyenne de jours que ce soit par unité ou par adulte, est demeurée à peu près la même qu'en 1994-1995. Les données du Tableau 5 compare ces moyennes par communauté.

La pratique des activités traditionnelles varie également selon la composition des unités tel qu'indiqué ci-dessous.

The decline in days paid is a direct result of the drop in the number of families enrolled. However, the average number of days, whether per unit or per adult, is roughly the same as in 1994-1995. Table 5 gives a comparison of these data by community.

Participation in traditional activities also varies with the composition of units as shown in the table below.

	Moyenne /Average		
	Par unité Per unit	Par chef Per head	Par conjoint Per consort
1 adulte/Sans enfants <i>1 adult /Without children</i>	178	178	N/A
1 adulte/Avec enfants <i>1 adult /With children</i>	168	168	N/A
2 adultes/Sans enfants <i>2 adults /Without children</i>	369	199	170
2 adultes/Avec enfants <i>2 adults /With children</i>	339	184	154

Le nombre de jours consacrés aux activités traditionnelles a diminué au cours des années. Ceci s'explique d'abord par les changements dans la composition des unités de bénéficiaires résultant à la fois du nombre restreint de familles comptant 2 adultes et du vieillissement de la population inscrite au programme. De plus, les nombreux changements survenus au cours des derniers 20 ans dans les communautés crie ont influencé la pratique des activités de chasse, de pêche et de piégeage. L'implantation d'un réseau scolaire dans les communautés et l'amélioration des conditions de vie dans les villages crie ont incité les familles à demeurer davantage dans les communautés. D'autre part, le développement du réseau routier a rendu les territoires de chasse plus accessibles et a permis aux familles de réduire la durée de leurs séjours en forêt.

The number of days spent in traditional activities has fallen over the years. This is attributable to changes in the composition of beneficiary units resulting from the smaller number of families with two adults and the aging of the population enrolled in the Program. In addition, the many changes in the Cree communities over the last 20 years have had an influence on participation in hunting, fishing and trapping activities. The arrival of the school system and improved living conditions have prompted families to spend more time in the communities. Road development has made hunting grounds more accessible and enabled families to shorten their stays in the bush.

Prestations accordées

Les prestations du programme sont indexées annuellement en fonction du coût de la vie au Québec, et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le Régime des rentes du Québec. Les paramètres de calcul utilisés pour l'année 1995-1996 ont été augmentés de 1,15 %.

En 1995-1996, les prestations accordées totalisent 13 499 485 \$ comparativement à 13 639 506 \$ en 1994-1995, soit une diminution d'environ 1 % principalement due aux variations du nombre de participants. Les montants accordés ainsi que la moyenne par unité sont répartis par communauté aux Tableaux 7 et 8.

Selon les tranches de revenus, les prestations versées aux unités se répartissent ainsi:

Tranches de revenus (\$) <i>Income Bracket (\$)</i>	Nombre d'unités <i>Number of units</i>	% %
0 - 5 999	165	14,0
6 000 - 11 999	585	49,7
12 000 - 17 999	189	16,0
18 000 - 23 999	216	18,3
24 000 +	23	2,0

Même si le montant total des prestations a baissé, la moyenne par unité est restée à peu près la même qu'en 1994-1995 passant de 11 433 \$ à 11 460 \$. Ceci résulte du fait que les chasseurs et piégeurs ont en moyenne consacré le même temps aux activités traditionnelles que l'année précédente.

La pratique des activités de chasse, pêche et piégeage nécessite des dépenses d'équipement et de transport assez élevées. En plus de ces coûts, les chasseurs doivent également continuer à assumer ceux reliés au maintien d'une résidence dans la communauté. La majorité des chasseurs doit donc combiner activités traditionnelles et emplois saisonniers afin de s'assurer un revenu suffisant.

Les prestations du programme ont constitué environ 77 % de l'ensemble des revenus des chasseurs et la balance provient de revenus extérieurs reliés principalement à l'emploi saisonnier sur divers projets de construction.

Benefits granted

Under the Program, benefits are indexed each year to the cost of living in Québec. The rate is based on the index used for the Québec Pension Plan. The parameters used in the calculations for 1995-1996 were increased by 1.15%.

In 1995-1996, benefits totalled \$13,499,485 compared to \$13,639,506 in 1994-1995, a decline of about 1% attributable mainly to the decline in the number of participants. The amounts paid and the average per unit are broken down by community in Tables 7 and 8.

Benefits paid to units are distributed as follows, according to income brackets:

While the total amount of benefits paid has fallen, the average per unit has remained about the same as in 1994-1995, rising from \$11,433 to \$11,460. This is because Cree hunters and trappers on average spent the same amount of time on traditional activities as last year.

Fairly substantial expenditures on equipment and transportation are required to participate in hunting, fishing and trapping activities. In addition to these costs, hunters must also continue to cover the costs of maintaining a residence in the community. Most hunters must therefore combine traditional activities and seasonal employment to earn enough income.

Program benefits provided about 77% of hunters' income as a whole, with the balance drawn from outside sources consisting mainly of seasonal construction jobs.

Année <i>Year</i>	Prestations <i>Benefits</i> \$	Autres revenus <i>Other income</i> \$
1993-1994	14 618 140	4 420 828
1994-1995	13 639 506	4 270 350
1995-1996	13 499 485	4 040 999

Depuis les débuts du programme, les prestations ont constitué généralement entre 70 % et 80 % de l'ensemble des revenus des chasseurs.

Since the Program's inception, benefits have generally accounted for between 70% and 80% of hunters' total income.

Le Tableau 7 indique la répartition des montants accordés entre montant de base garanti et allocation journalière. En 1995-1996, le montant de base représente 10,5 % des montants versés alors que cette proportion était de 24 % en 1976-1977.

Table 7 shows the distribution of amounts paid between the guaranteed basic amount and the daily allowance. In 1995-1996, the basic amount accounted for 10.5% of payments compared to 24% in 1976-1977.

	Montant de base <i>Basic Amount</i> \$	Allocation journalière <i>Daily allowance</i> \$	Total <i>Total</i> \$	Montant de base <i>Basic Amount</i> %
1976-1977	1 171 364	3 716 356	4 887 720	24,0
1986-1987	1 581 884	10 121 289	11 703 173	13,5
1995-1996	1 425 123	12 121 044	13 546 167	10,5

Cette évolution dans la composition des prestations accordées résulte surtout des changements survenus dans la clientèle du programme. La diminution du nombre de familles par rapport au nombre de personnes seules inscrites et l'augmentation du nombre de chasseurs âgés de plus de 65 ans ont contribué à réduire de façon significative la portion des prestations constituée par le montant de base. Il s'agit en effet de la clientèle qui reçoit peu ou pas de montant de base. Par exemple, dans le cas des chasseurs âgés de 65 ans et plus le fait de recevoir une pension de vieillesse élimine le paiement d'un montant de base.

This trend in the composition of benefits paid is mainly the result of changes in the Program's client group. The decrease in the number of families compared to single individuals enrolled and the increase in the number of hunters older than 65 have combined to significantly reduce the portion of benefits attributable to the basic amount. These are the participants who receive little or no basic amount. For instance, no basic amount is paid to hunters 65 or over who receive an old age pension.

CONCLUSION

Pour près du quart de la population crie, le programme représente un support économique essentiel qui leur permet de poursuivre un mode de vie traditionnel. On constate cependant de nombreux changements à la fois dans la clientèle du programme et dans la pratique des activités traditionnelles. Pour rencontrer son objectif principal de favoriser le maintien de ce mode de vie, le programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris doit accentuer les mesures pour assurer, entre autres, un meilleur support aux familles et inciter également les jeunes à participer plus activement aux activités traditionnelles.

CONCLUSION

For almost one quarter of the Cree population, the Program provides essential economic support that enables them to continue a traditional way of life. However, many changes are evident in both the Program's clientele and in participation in traditional activities. To achieve its primary objective of fostering the continuation of this way of life, the Cree Hunters and Trappers Income Security Program must step up measures to, among others, improve support for families and encourage young people to participate more actively in traditional activities.



ᐅᐅᐃ ᐅᑦᑦ ᐃᓄ ᐃᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᐅᓄ ᐅᑦᑦ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ

ᐃᓄᓄᓄᓄ ᐅᑦᑦ ᓄᓄᓄᓄ			
ᐃᓄᓄᓄᓄ	ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ	ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ	ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
1 ᓄᓄᓄᓄ ᐃ ᐃᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄ	178	178	N/A
1 ᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄ ᐃ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ	168	168	N/A
2 ᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃ ᐃᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄ	369	199	170
2 ᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄ	339	184	154

ᓄᓄ ᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄ ᐅᑦᑦ ᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ

ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄ ᐅᓄᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ

ᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 1995-1996 ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄ 1.15
 ᓄᓄᓄᓄ ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄ 1 ᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ

1995-96 ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 \$13,499,485 ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄ ᐅᓄᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 1994-1995 ᓄᓄ ᐃᓄᓄ \$13,639,506 ᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄ ᐅᓄᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 1 ᓄᓄᓄᓄ ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ

ᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ 7 ᓄᓄ 8 ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ

ᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ
 ᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ

ᓄᓄ ᐃᓄᓄᓄᓄ ᐅᓄᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄ ᐅᓄᐃᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄᓄ	>ᓄᓄᓄ	
	\$	
0 - 5 999	165	14.0
6 000 - 11 999	585	49.7
12 000 - 17 999	189	16.0
18 000 - 23 999	216	18.3
24 000 +	23	2.0

Tableaux **TABLES**

ᐱᐢᐢᐢᐢᐢᐢ ᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢ



Photo : Claudette Fontaine, Coll. MEQ



Photo : Claudette Fontaine, Coll. MEQ



Photo : Claudette Fontaine, Coll. MEQ



Photo : Claudette Fontaine, Coll. MEQ

TABLEAU 1

TABLE 1

ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ 1

BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME
BENEFICIARIES OF THE PROGRAM

ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐱᐱᐱᐱᐱ	UNITÉS UNITS ᐱᐱᐱᐱᐱ	ADULTES ADULTS ᐱᐱᐱᐱᐱ	ENFANTS CHILDREN ᐱᐱᐱᐱᐱ	TOTAL TOTAL ᐱᐱᐱ
MISTISSINI ᐱᐱᐱᐱᐱ	245	390	268	658
CHISASIBI ᐱᐱᐱᐱᐱ	324	431	149	580
WASKAGANISH ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	117	169	59	228
WASWANAPI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	143	208	119	327
WEMINDJI ᐱᐱᐱᐱᐱ	128	182	90	272
EASTMAIN ᐱᐱᐱᐱᐱ	33	49	15	64
WHAPMAGOOSTUI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	76	118	67	185
NÉMISCAU/NEMASKA ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	50	79	55	134
OIJÉ-BOUGOUMOU ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	62	104	75	179
TOTAL ᐱᐱᐱ	1 178	1 730	897	2 627

TABLEAU 3

TABLE 3

ᐱᐣᐸᐣᑦ ᐣᐣᑦ"ᐱᑲᑦ 3

RÉPARTITION DES UNITÉS SELON L'ÂGE DU CHEF DE L'UNITÉ
 DIVISION OF UNITS ACCORDING TO THE AGE OF THE HEAD OF THE UNIT
 ᑲ ᓃᐸᐣᐣᑦ ᐣᓯ ᑲ ᐱᓯᐣᐣᐣᐣᑦ ᐱᑦᐣ ᐰᐣᐣᑦ ᑲ ᐣᐣᐣᐣᑦ

GROUPE D'ÂGE AGE GROUP ᑲ ᐱᓯᐣᐣᐣᐣᑦ	1 ADULTE 1 ADULT ¹ ᐣᓯᐣᑦ (1)	2 ADULTES 2 ADULTS ² ᐣᓯᐣᑦᑲ (2)	TOTAL TOTAL ᓴ	% % ᓯᐣᑦ
18-27	280	63	343	29,1
28-37	120	88	208	17,7
38-47	43	62	105	8,9
48-57	32	82	114	9,7
58-67	46	126	172	14,6
68+	105	131	236	20,0
TOTAL ᓴ	626	552	1 178	100

RÉPARTITION DES UNITÉS SELON LE SEXE
 DIVISION OF UNITS ACCORDING TO SEX
 ᐰᐣᐣᑦ ᐣᓯ ᐱᓯᑲᐣᑦ ᑲ ᐱᐣᐣᐣᐣᑦ ᐰᓃᐣᐣᐣᐣᑦ

CHEF HEAD ᐰᐣᐣᑦ ᐱᑦ ᐣᐣᐣᐣᑦ	1 ADULTE 1 ADULT ¹ ᐣᓯᐣᑦ (1)	2 ADULTES 2 ADULTS ² ᐣᓯᐣᑦᑲ (2)	TOTAL TOTAL ᓴ	% % ᓯᐣᑦ
FEMMES/WOMEN ᐱᓯᑲᐣᑦ	224	9	233	19,8
HOMMES/MEN ᐰᐣᐣᑦ	402	543	945	80,2
TOTAL ᓴ	626	552	1 178	100

1 Nombre d'unités composées d'un adulte 1 Number of units with one adult (1) ᐣᐣᐣᐣᑦ ᐣᑦ ᐱᐣᐣᐣᐣᑦ ᐣᓯᐣᑦ
 2 Nombre d'unités composées de deux adultes 2 Number of units with two adults (2) ᐣᐣᐣᐣᑦ ᐱᐣ ᐰᐣᐣᑦ ᐣᓯᐣᑦᑲ

TABLEAU 4**TABLE 4**

ᐃᑦᑎᐱᐱᑦ ᑦᑎᐱᐱᑦ 4

RÉPARTITION DES JOURS
DISTRIBUTION OF DAYS

ᑲ ᐃᐱᑕᐸᐱᐱ ᐃᑦᑎᐱᐱᑦ ᐃᐱᐱᐱᑦ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᑕᐃᑦ	BOIS BUSH ¹ ᐱᑦᑎᐱ (1)	COMITÉ COMMITTEE ² ᑲᑦᑎ (2)	MATERNITÉ MATERNITY ³ ᐃᐱᐱᐱᑦ ᐃᑦᑎᐱᐱᑦ ᐃᐱᐱᐱᑦ (3)	CHEF HEAD ᐃᑦᑎᐱᐱᑦ ᐃᐱᐱᐱᑦ ᑲ ᑦᑎᐱᐱᑦ	CONJOINT CONSORT ᐃᐱᐱᐱᐱᑦ ᐃᐱᐱᐱᑦ	TOTAL TOTAL ᑕᑕ
MISTISSINI ᑦᑎᑎᐱᐱᐱ	72 640	1	322	45 258	25 578	70 836
CHISASIBI ᑦᑎᐱᐱᐱ	78 239	0	291	57 120	16 634	73 754
WASKAGANISH ᐃᐱᐱᐱᐱᐱᐱᑦ	29 938	0	193	21 770	7 880	29 650
WASWANIPI ᐃᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	40 498	0	159	27 050	11 369	38 419
WEMINDJI ᐃᑦᑎᐱᐱᐱᑦ	36 677	0	94	25 182	7 973	33 155
EASTMAIN ᐃᑦᑎᐱᐱᑦ	8 551	0	0	6 093	1 816	7 909
WHAPMAGOOSTUI ᐃᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	21 785	0	141	13 769	6 819	20 588
NÉMISCAU/NEMASKA ᐃᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	14 254	0	94	9 567	4 548	14 115
OUGE-BOUGOUMOU ᐃᑦᑎᐱᐱᐱᑦ	16 767	0	135	10 274	5 936	16 210
TOTAL ᑕᑕ	319 349	1	1 429	216 083	88 553	304 636

1 Jours passés dans le bois

2 Participation aux activités du comité local

3 Congés de maternité

1 Days spent in the bush

2 Participation in the activities of the local committee

3 Maternity leave

(1) ᑎᑕ ᑎᑎᐱᐱᑦ ᐱᑦᑎᐱᐱᑦ ᑲ ᐃᐱᐱᐱᑦ

(2) ᑎᑕ ᑎᑎᐱᐱᑦ ᑲ ᐃᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᑦ ᑲᑦᑎᐱᐱᑦ

(3) ᐃᐱᐱᐱᑦ ᐃᑦᑎᐱᐱᑦ ᐃᐱᐱᐱᑦ ᐃᑦᑎᐱᐱᑦ

TABLEAU 5

TABLE 5

ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ 5

MOYENNE DE JOURS RÉMUNÉRÉS
AVERAGE DAYS PAID

ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐱᐱᐱᐱᐱ	PAR UNITÉ PER UNIT ᐱᐱᐱᐱᐱ	PAR CHEF PER HEAD ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ	PAR CONJOINT PER CONSORT ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ	PAR ADULTE PER ADULT ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ
MISTISSINI ᐱᐱᐱᐱᐱ	289	185	176	182
CHISASIBI ᐱᐱᐱᐱᐱ	228	176	155	171
WASKAGANISH ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	253	186	152	175
WASWANUPI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	269	189	175	185
WEMINDJI ᐱᐱᐱᐱᐱ	259	197	148	182
EASTMAIN ᐱᐱᐱᐱᐱ	240	185	114	161
WHAPMAGOOSTUI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	271	181	162	175
NÉMISCAU/NEMASKA ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	282	191	157	179
OIJÉ-BOUGOUMOU ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	261	166	141	156
TOTAL ᐱᐱᐱᐱᐱ	259	183	160	176

TABLEAU 6

TABLE 6

ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ 6

PARAMÈTRES DE CALCUL
CALCULATION PARAMETERS

ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

	1994-1995 \$	1995-1996 \$
Per Diem ᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ	39,34	39,79
Montant de base/ <i>Basic amount</i> ᐱᐱ ᐱᐱ ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ		
Par adulte/ <i>Per adult</i> ᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ	3 331	3 369
Par enfant/ <i>Per child</i> ᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ	1 336	1 351
Par unité/ <i>Per unit</i> ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	1 336	1 351

TABLEAU 7

TABLE 7

TABLEAU 7

TOTAL DES PRESTATIONS ACCORDÉES
TOTAL BENEFITS GRANTED

TABLEAU 7

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ΔĆĐ	MONTANT GARANTI (\$) / GUARANTEED AMOUNT (\$)		ALLOCATION JOURNALIÈRE (\$) / PER DIEM (\$)		TOTAL (\$) / TOTAL (\$)	
	1994-1995	1995-1996	1994-1995	1995-1996	1994-1995	1995-1996
MISTISSINI ΓΝΠρδ	426 799	413 962	2 838 875	2 818 591	3 265 674	3 232 553
CHISASIBI ΠρϋΛ	244 301	299 933	3 088 237	2 934 709	3 332 538	3 234 642
WASKAGANISH •Δΐβ"Δβα	146 336	126 804	1 230 846	1 179 785	1 377 182	1 306 589
WASWANIPI •ΔΐϋαΛ	208 504	207 172	1 522 011	1 528 144	1 730 515	1 735 316
WEMINDJI •ΔΓρρ	117 899	108 836	1 196 910	1 319 257	1 314 809	1 428 093
EASTMAIN ΔΐΛ	18 770	17 438	278 057	314 701	296 827	332 139
WHAPMAGOOSTUI •ΔΛΛδΐΰ	98 489	93 398	843 220	819 212	941 709	912 610
NÉMISCAU/NEMASKA αΛΐβ	81 656	76 738	569 650	561 644	651 306	638 382
OIJÉ-BOUGOUMOU Δΐ>β	72 247	80 842	718 317	645 001	790 564	725 843
TOTAL¹ LJ (1)	1 415 001	1 425 123	12 286 123	12 121 044	13 701 124	13 546 167

¹ Montants payables avant les déductions d'aide sociale.

¹ Amounts payable before welfare has been deducted.

(1) TABLEAU 7

ORGANIGRAMME
ORGANIZATION CHART

ᐃᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐃᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

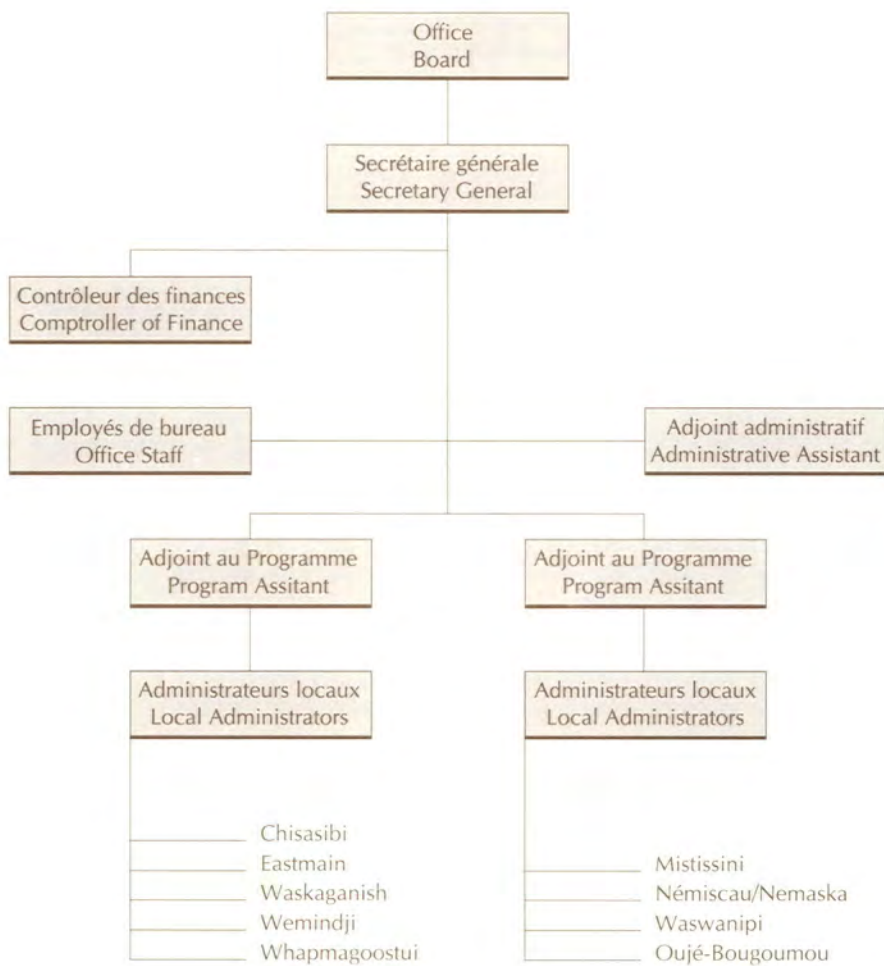


Photo : Claudette Fontaine, Coll. MEQ



Photo : Claudette Fontaine, Coll. MEQ



RAPPORT DU

AUDITOR'S

VÉRIFICATEUR

REPORT

A l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 1996 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 30 juin 1996 ainsi que les résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

To the National Assembly

I have audited the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 1996 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Board's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting policies used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Board as at June 30, 1996 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with the accounting policies disclosed in note 2. As required by the Auditor General Act (R.S.Q., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, these policies have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 20 septembre 1996

**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

**CREE HUNTERS AND TRAPPERS
INCOME SECURITY BOARD**

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 1996

OPERATIONS AND SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED JUNE 30, 1996

		1996	1995
■ REVENUS	■ REVENUE		
Contributions du gouvernement du Québec	Contribution from gouvernement du Québec	13 986 592 \$	14 583 244 \$
Intérêts	Interest	4 862	5 802
		<u>13 991 454</u>	<u>14 589 046</u>
■ DÉPENSES	■ EXPENDITURE		
Prestations de sécurité du revenu	Income security benefits	13 044 792	13 650 494
Frais d'administration	Administrative expenditure		
Traitements et avantages sociaux	Salaries and fringe benefits	769 988	788 117
Déplacements	Travel	63 253	64 173
Loyers	Rent	68 909	66 179
Honoraires	Fees	1 194	1 403
Fournitures et équipement	Supplies and equipment	18 627	20 297
Téléphone et communications	Telephone and communications	11 270	12 056
Divers	Miscellaneous	975	-
		<u>934 216</u>	<u>952 225</u>
		<u>13 979 008</u>	<u>14 602 719</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	EXCESS OF REVENUE OVER EXPENDITURE	12 446	(13 673)
EXCÉDENT AU DÉBUT	SURPLUS, BEGINNING OF YEAR	<u>25 419</u>	<u>39 092</u>
EXCÉDENT À LA FIN	SURPLUS, END OF YEAR	<u>37 865 \$</u>	<u>25 419 \$</u>

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

CREE HUNTERS AND TRAPPERS
INCOME SECURITY BOARD

BILAN

AU 30 JUIN 1996

BALANCE SHEET

AS AT JUNE 30, 1996

■ ACTIF

Encaisse

Débiteurs

■ PASSIF

Créditeurs

■ EXCÉDENT

■ ASSETS

Cash

Accounts receivable

■ LIABILITIES

Accounts payable

■ SURPLUS

	<u>1996</u>	<u>1995</u>
	79 611 \$	75 233 \$
	<u>350</u>	<u>6 040</u>
	<u>79 961 \$</u>	<u>81 273 \$</u>
	42 096 \$	55 854 \$
	<u>37 865</u>	<u>25 419</u>
	<u>79 961 \$</u>	<u>81 273 \$</u>

POUR/ON BEHALF OF

L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

George Wapachee

Gérald Lemoyne

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU

DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 JUIN 1996

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation comme mode de vie.

Des prestations sont versées à des unités de bénéficiaires qui y sont admissibles sujet, entre autres conditions, du temps passé à chasser, pêcher, piéger et à exercer des activités accessoires.

Les sommes requises pour l'application de la loi précitée sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Office ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

CREE HUNTERS AND TRAPPERS

INCOME SECURITY BOARD

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
JUNE 30, 1996

1. CONSTITUTION, FUNCTION AND FINANCING

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board, constituted by virtue of the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q., chapter S-3.2), is responsible for the administration of the income security program established by this Act for the purpose of providing the trappers and hunters a guaranteed income; this program also includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to beneficiary units which are eligible depending, among other conditions, on the time spent in hunting, fishing and trapping and in carrying out related activities.

The sums required for the carrying out of the aforementioned Act are paid out of the monies voted each year for such purpose by Parliament.

2. ACCOUNTING POLICIES

The financial statements of the Board have been prepared by Management according to the accounting policies disclosed below. These statements include amounts based on best judgements and estimates. The statement of changes in financial position is not presented, since it would produce no further information useful to the comprehension of the year's cash and cash equivalent transactions.

Prestations et frais d'administration

Les prestations versées sont inscrites aux livres selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les frais d'administration le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les acquisitions de biens en capital sont imputées aux frais d'administration.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec

Le coût de certains services de soutien assumé par le gouvernement du Québec n'est pas présenté à l'état des opérations et de l'excédent.

3. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées par l'Office imputées aux résultats de l'exercice, s'élèvent à 30 059 \$ (1995: 31 480 \$). Les obligations de l'Office envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Benefits and administrative expenditure

Benefits paid are recorded in the books of account in accordance with the cash basis of accounting; administrative expenditure are recorded in accordance with the accrual basis of accounting.

Purchases of capital assets are charged to administrative expenditure.

Administrative expenditure assumed by the government du Québec

The cost of certain supporting services assumed by the government du Québec is not included in the statement of operations and surplus.

3. PENSION PLAN

Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (GPERP). It is a defined benefit plan which provides retirement and death benefits.

Contributions paid by the Board are charged to operations and total 30 059 \$ (1995: 31 480 \$). Obligations of the Board toward this government plan are limited to its contributions as an employer.



Traduction crie: David Masty Sr.
Traduction anglaise: Les traductions Roger Ryan Enr.
Graphisme: Capture communication
Photos de la couverture 1: Daniel Guérin
Impression: Dynamiques Centre d'Imprimerie

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
2700, boulevard Laurier
Édifice Frontenac, Bureau 703
Sainte-Foy QC G1V 2L8

Téléphone: (418) 643-7300
1-800-363-1560

Télécopieur: (418) 643-6803